

Et si on se passait (complètement) des sciences humaines ?

CMH – 6 août 2017

1. Introduction : la gestation douloureuse d'un monde nouveau

1.1. *Évolution ou révolution ?*

Les observateurs de l'actualité découvrent chaque jour avec étonnement, sinon émerveillement, que le monde est en train de changer. En réalité, le monde n'a jamais arrêté de changer. Aussi loin que les documents et les témoignages du passé permettent aux historiens et aux archéologues de remonter dans le temps, le constat est partout le même sous toutes les latitudes et à toutes les époques : il n'y a pas de société totalement figée. Même là où l'idéologie diffusée par le pouvoir affirmait vouloir se conformer en toutes choses au modèle des origines, au canevas de la Première Foix instauré par le démiurge comme le disaient les Égyptiens, la société, les idées, les croyances se sont transformées, inexorablement. Ces évolutions de la société ont le plus souvent été lentes, peut-être même imperceptibles dans l'espace d'une génération.

Face à ce déroulement du temps long, l'histoire a parfois donné l'impression de s'emballer, de brusquement s'accélérer. Ces moments ont souvent été synonymes de crises, débouchant sur des interrogations existentielles, sur la prise de conscience que le monde tel qu'on le connaissait s'achevait pour laisser place à quelque chose de neuf, d'inédit, pour lequel on n'avait que très peu de repères. Les grandes invasions des 4^e et 5^e s. qui conduisirent à la chute de Rome en 476 ont probablement dû générer ce genre d'angoisse. Mais en règle générale, il semble que les ruptures, les changements importants, souvent brutaux, qui ont transformé profondément les structures de la société, au point qu'on parle pour les qualifier de révolution, sont davantage le fait des progrès accomplis par la science et les techniques. Les grandes découvertes et l'invention de l'imprimerie, qui ont marqué le passage du Moyen Âge à la Renaissance, ont été un de ces moments-clés de l'histoire du monde, au même titre que la révolution industrielle trois siècles plus tard.

Ainsi que cela a déjà été maintes fois relevé, nous sommes à l'évidence entrés dans une phase de profonde mutation dont on peut essayer de repérer les signes et d'envisager certaines conséquences à court et à plus long terme.

1.2. *Les signes du changement*

La fin du 20^e et le début du 21^e s. ont enregistré des progrès sans commune mesure avec ce qu'on avait connu auparavant, même dans un passé relativement récent. Je voudrais épingler ici quatre grands domaines dont les évolutions sont tout à fait remarquables : les sciences du vivant et tout particulièrement la révolution génomique, le secteur des nanotechnologies et des nanosciences, l'avènement de l'ère des *big data*, et enfin la mise en réseau des connaissances et des informations à l'échelle mondiale.

À cela s'ajoutent trois questions, intimement liées, qui peuvent apparaître comme un héritage des premières révolutions industrielles. Je veux parler de l'influence de l'homme sur son environnement, et plus spécifiquement du climat, de la gestion des sols et des océans, et des défis posés par la production et la gestion des énergies.

1.3. Les conséquences du changement

Le développement spectaculaire, mais aussi extraordinairement rapide, des quatre grands domaines technologiques que je viens de rappeler vont affecter de manière profonde nos relations au monde et nos modes de vie en société.

La **médecine**, que l'on connaissait d'abord comme une science curative, se transforme profondément au point de devenir aussi une science méliorative, c'est-à-dire qu'elle va se donner pour objectif, en dehors du traitement des maladies, son premier métier historique, d'améliorer la condition humaine au point de la modifier radicalement, par exemple en intervenant sur le génome. Des chercheurs dans le domaine des **nanotechnologies et de la cybernétique** mettent au point des systèmes destinés à venir se greffer sur l'individu pour en pallier les carences ou en augmenter les capacités. C'est déjà devenu une évidence que cette double révolution technologique va poser des questions redoutables de nature philosophique et éthique sur notre manière de concevoir l'être humain, ses rapports à la maladie, à la mort, c'est-à-dire en définitive qu'il nous faudra s'interroger à nouveaux frais sur ce qui fait la condition humaine. Ce sont ces enjeux, d'une importance extrême pour notre espèce, qui sont au cœur des mouvements trans- et post-humanistes.

Par ailleurs, **les mises en réseau** à l'échelle mondiale de systèmes et de banques d'information qui étaient jusqu'à il y a peu de temps encore relativement isolés et indépendants, jointes à la capacité presque illimitée des systèmes informatiques à traiter des quantités de données phénoménales vont affecter la manière de concevoir les échanges commerciaux, que ce soit au niveau macro ou micro-économique, et, de manière plus générale, notre façon de travailler, et donc en définitive la notion même de travail, une transformation amplifiée par le développement rapide de la mécanisation et de la robotisation.

On peut d'ores et déjà envisager **quelques conséquences** à court et à plus long terme de cette nouvelle révolution. Le plus évident, c'est la disparition des repères à laquelle sont confrontées la plupart des sociétés. Cette perte de confiance en soi, à se projeter dans le futur avec optimisme, est accentuée par le spectacle des guerres et des migrations dont nous suivons hélas les développements au quotidien. La crise des valeurs, qui se développe à l'échelle mondiale, provoque dans certains pays la tentation du repli sur soi, de l'isolationnisme (America first !). Cette tendance, qui se décline sous de nombreuses formes, reçoit l'appui de tous types de doctrines ou de croyances qui délaissent la raison au profit de l'irrationnel et de la fidélité inconditionnelle au dogme. Ce n'est sans doute pas un hasard si notre époque se signale par la montée des intégrismes de tout poil, dont certains ont choisi la violence comme mode opératoire privilégié.

À plus long terme vont se poser des **questions essentielles** — et j'en reviens à mon propos initial — sur la nature du vivant, sur le maintien de nos éco-systèmes, sur le fonctionnement de nos libertés démocratiques et individuelles, sur le rôle de l'État, sur les rapports entre les États et des sociétés multinationales capables de mobiliser des moyens gigantesques pour gérer la circulation et la préservation des connaissances et des informations, mais aussi leur transformation et leur exploitation.

À défaut de trouver des réponses satisfaisantes à ces questions existentielles, on peut craindre **l'apparition de problèmes** qui pourraient bien se révéler un jour insolubles si l'on persiste à ne pas s'en préoccuper. On peut penser ici à l'accentuation des déséquilibres écologiques, que ce soit le climat, la gestion des ressources alimentaires ou des énergies et des matières premières, mais aussi l'accentuation des inégalités sociales, que ce soit entre pays, entre continents, ou, de manière plus locale, à l'intérieur d'un pays ou d'une région. La conséquence de tout cela serait inévitablement une montée des populismes, un renforcement

spectaculaire des mouvements intégristes, bref une prise de pouvoir par tous ceux que tenteraient des solutions rapides, simples, pour ne pas dire simplistes.

2. Les sciences humaines dans un monde qui change (premier constat)

Et les sciences humaines dans tout cela, me direz-vous ? Le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont particulièrement discrètes dans les débats actuels. Comme souvent dans des cas un peu complexes — et celui-ci en est un redoutable —, on peut repérer plusieurs causes qui concourent — qui conspirent diraient certains — à créer la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Il y a tout d'abord les autorités de manière générale, et en premier lieu les **autorités politiques**. L'organisation du monde contemporain, à l'échelle de la planète, a convaincu le monde politique que nous étions engagés, depuis quelques décennies maintenant, dans un type de guerre, certes pas neuf, mais nouveau dans son extension et dans son intensité, que quelques-uns avant moi ont appelé la guerre économique. Dans ce nouveau type de conflit, il ne faut plus aligner des détachements blindés et des escadrilles de bombardiers — encore que cela puisse parfois aider ! —, mais désormais des divisions d'ingénieurs, de managers et de commerciaux.

En cela, les autorités sont fortement poussées dans le dos par les **organisations patronales** et les **syndicats** qui plaident avec beaucoup d'obstination pour une modification des formations, y compris universitaires, de manière à les rendre davantage professionnalisantes, c'est-à-dire plus directement, plus immédiatement en phase avec les besoins de l'industrie. Dans un monde où le plein emploi n'est plus qu'un souvenir du passé, un Âge d'or désormais révolu, l'identification quasiment isométrique entre une formation et un métier pouvant déboucher sur un emploi est devenue une véritable obsession. Il est donc préférable de former — formater diraient les esprits caustiques — des diplômés directement utilisables pour des tâches déterminées que des universitaires un peu généralistes.

Les **autorités universitaires** jouent évidemment un rôle non négligeable dans cette affaire. *Nolens volens*, elles se trouvent parfois très en phase avec le pouvoir politique, surtout quand celui-ci est aussi leur pouvoir subsidiant. La pression exercée sur les universités pour remplir les objectifs fixés par d'autres est renforcée par la demande des **étudiants** et de leurs parents qui sont animés des mêmes craintes — et c'est naturel — concernant les débouchés professionnels.

Dans cette perspective, il tombe sous le sens que les universités ont accepté une perte considérable de leur autonomie, asservies qu'elles sont d'une part aux lois du marché, et d'autre part aux directives de leurs gouvernements. La pression qui s'exerce aujourd'hui sur les sciences non directement utiles — ou tout juste décoratives aux yeux de certains — est évidemment plus forte quand l'université est en difficulté financière ou que la société de manière générale traverse une crise économique, les deux phénomènes étant d'ailleurs ordinairement liés.

Aux yeux du **grand public**, enfin, mais aussi des décideurs, les historiens de l'art, les romanistes, les orientalistes, les spécialistes de la littérature, les historiens, les archéologues ne font pas de la science, ils œuvrent dans le culturel. Les sciences humaines sont ainsi très souvent l'alibi de projets auxquels il faut donner un verni culturel. À cet égard, un formidable secteur, qui devient d'ailleurs une industrie assez rentable, concerne tout ce qui touche aux commémorations et aux célébrations, bref à l'histoire vue comme un souvenir, l'histoire

vécue comme un phénomène social et culturel, mais aussi l'histoire vue comme une manifestation touristique.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que des autorités en soient venues à envisager des mesures parfois radicales dans la réorganisation de l'enseignement supérieur. Certains gouvernements, plus obsédés que d'autres semble-t-il par les lois de la nouvelle guerre, envisagent ainsi très sérieusement de réduire, sinon de supprimer des pans entiers du savoir non directement utiles à l'industrie et au commerce.

À ce stade, je voudrais marquer une pause dans mon discours pour revenir un instant sur **le titre** que j'ai proposé pour cette **conférence** ; il a un petit côté provocateur qui n'aura échappé à personne — c'est pleinement assumé —, mais il comporte aussi, à y regarder de plus près, une ambiguïté, qui tient à la fois à la formulation interrogative et à la présence d'un adverbe mis entre parenthèses. Faut-il, en effet, comprendre que la question porte sur la suppression éventuelle des sciences humaines, suppression qui pourrait être totale (donc, en glosant un peu : Et si on se passait [et pourquoi pas complètement ?] des sciences humaines ?), ou faut-il plutôt admettre comme un présupposé que l'on est déjà d'accord sur la suppression des sciences humaines, à tout le moins partiellement, et que la question ne porte dès lors plus que sur le « complètement » (Et si on se passait [**et cette fois complètement**] des sciences humaines ?).

Ce ton alarmiste pourrait passer pour exagéré, voire comme un moyen un peu vulgaire de se faire à bon compte de la publicité. Et pourtant, pour qui veut bien regarder autour de lui avec un peu d'esprit critique, sans fausse naïveté, il y a indubitablement de nombreux signes qui semblent converger dans la même direction, peut-être pas véritablement celle d'une suppression, mais en tout cas d'un affaiblissement, d'un désintérêt aussi envers les disciplines qui constituent historiquement les sciences humaines au sens un peu restreint.

3. Les sciences humaines et l'université

Le désamour, la perte de crédit des sciences humaines est largement le reflet de l'évolution de l'université contemporaine ; il est donc crucial de s'arrêter un moment sur le rôle de l'université. L'institution universitaire doit aujourd'hui faire face à deux dangers potentiels : d'une part la globalisation, et d'autre part la mercantilisation, la marchandisation du savoir, ce qui peut aussi se traduire comme l'obsession de l'économique.

3.1. La globalisation

La globalisation, la mondialisation, la constitution du village planétaire, les termes, qui ne recouvrent pas tout à fait les mêmes réalités, sont nombreux pour souligner l'interdépendance croissante qui lie toutes les parties du monde. Du point de vue qui est ici le nôtre, faut-il y voir un bonheur ou une calamité, un bienfait ou une nuisance ?

Certes, il faudrait être de très mauvaise foi pour soutenir un peu sérieusement que la mise en contact des chercheurs, des enseignants et des étudiants par le biais de programmes de recherche ou de systèmes d'échanges n'a pas grandement favorisé l'essor de la recherche, la diffusion des connaissances, et contribué de manière significative au développement de régions jusqu'ici peu favorisées.

Cela posé, mondialisation n'a aussi que trop tendance à rimer avec **uniformisation**. Que ce soit dans les comités de lecture des grandes revues internationales ou dans les panels scientifiques qui régissent les fondations et les commissions finançant la recherche, s'est mise en place une méthode unique d'évaluation menée par des experts qui sont partout les mêmes.

On assiste ainsi à la généralisation de quelques thèmes de recherche à la mode, qui sont devenus autant de passages obligés. La limitation des sujets de recherche jugés porteurs se double d'une uniformisation des méthodes de recherche. Dans le domaine des sciences humaines, parce qu'il faut savoir aussi balayer devant sa porte, cela a engendré de bien curieux symptômes.

Prenons, par exemple, le cas de l'**interdisciplinarité**, qui passe aujourd'hui pour un sésame dans la justification des formations universitaires et dans le montage des projets de recherche. Comme la langue d'Ésope, cela s'est révélé la meilleure et la pire des choses. La meilleure quand elle est la conséquence des besoins de la recherche elle-même. Par exemple, pour rester dans des domaines qui nous sont familiers, l'archéologie moderne ne peut plus se concevoir uniquement avec des archéologues travaillant avec des seaux et des pelles. Les équipes de terrain sont maintenant largement interdisciplinaires, avec des spécialistes en géomatique, en optique, en climatologie, en paléo-botanique ou encore issus des sciences médicales et vétérinaires. Et je ne parlerai pas ici des résultats spectaculaires de l'archéologie sous-marine, qui mobilise des moyens logistiques considérables. Personne n'a évidemment attendu des injonctions ministérielles pour s'apercevoir de cela. La collaboration entre les disciplines est aussi vieille que l'université. Il suffit d'avoir un peu de conscience historique pour s'en apercevoir. Mais l'un des effets pervers de tout ceci est qu'on en vient progressivement à croire qu'une recherche mono-disciplinaire serait par définition ringarde, condamnée à des résultats médiocres par manque de hauteur et de largeur de vues. Comme il faut bien s'adapter, on assiste à de remarquables contorsions, véritablement risibles, pour rendre interdisciplinaires des projets qui n'ont aucunement vocation à l'être. L'interdisciplinarité mal comprise peut aussi devenir une incitation à instrumentaliser les sciences humaines au service de projets qui ne sont pas fondamentaux dans les disciplines concernées. Ajoutons à cela que l'interdisciplinarité est une manière commode, dans des temps de disette, de satisfaire plusieurs labos ou facultés en même temps.

Le rapport entre sciences humaines et sciences exactes engendre encore d'autres effets curieux dont le bénéfice est pour le moins douteux.

Trop de chercheurs en sciences humaines, sans doute par souci de légitimation aux yeux de leurs collègues, de l'autorité universitaire, mais aussi des décideurs et donc du grand public, sont victimes de ce que j'appellerai le **syndrome de la blouse blanche**. Il faut à tout prix se donner un vernis scientifique copié sur les sciences exactes pour avoir encore l'air un peu sérieux. Cela peut prendre des allures assez cosmétiques, encore que les mots ne soient jamais innocents. Par exemple, il y a belle lurette que nous ne travaillons plus dans des services, mais dans des labos. On peut aussi noter l'apparition d'un vocabulaire qui tend à singer — excuser le terme — le jargon scientifique. L'utilisation de ce jargon permet très souvent de masquer un vide total d'originalité de la pensée, permettant de surfer sur des sujets à la mode en faisant adroitement usage du *name dropping* en honneur dans les organismes d'évaluation de la recherche ; c'est malheureusement un phénomène très répandu de nos jours, que ce soit par raisonnement tactique ou par simple affectation ! Mais surtout, on s'aperçoit que l'influence, ici pervertie, des sciences exactes (car les méthodes des sciences exactes sont très honorables pour les sciences exactes), conduit à un gauchissement de nos méthodes de travail et de nos manières de raisonner.

3.2. Mercantilisation, marchandisation du savoir

3.2.1. L'obsession des universités

L'un des effets les plus notables de la **marchandisation** du savoir est l'obsession permanente des universités de faire rentrer des moyens financiers. Les raisons en sont

multiples, au premier rang desquelles il faut citer le désinvestissement des États. Cette impécuniosité, devenue chronique, a accentué la compétition entre universités, au niveau local d'abord, au niveau international ensuite.

Cette compétition est aujourd'hui exacerbée par la pression exercée par le système des **évaluations**. Pour le meilleur et pour le pire, nous sommes désormais entrés de plain-pied dans la culture de l'évaluation. Il y aurait beaucoup à dire sur les évaluations menées tous azimuts, que ce soit sur le plan des principes, des méthodes ou de l'exploitation des résultats. C'est que rien de tout cela n'est totalement innocent dans la mesure où les évaluations sont aussi — sinon d'abord — des instruments de pouvoir. Un des événements-phare des évaluations, du moins pour le grand public, est la publication annuelle des *rankings* des universités, qui égaie notre quotidien de la même manière que les prix littéraires, la remise des oscars, l'eurovision de la chanson ou l'élection de miss Univers.

Les *rankings* sont une manière de faire des classements et donc des divisions. Le principe est celui du guide gastronomique. Tout le monde est évalué, à partir de critères identiques — sans que cela ne rende les *rankings* pour autant fiables — et le résultat fait l'objet d'un classement publié chaque année. De même qu'il y a plusieurs guides gastronomiques, de même il y a plusieurs *rankings* : ceux du *Times Higher Education* et de *Shanghai* sont ceux autour desquels il est fait le plus de bruit.

Les *rankings*, auxquels on peut ajouter les divers systèmes d'accréditation comme on en trouve pour les écoles de commerce ou les instituts vétérinaires, constituent de merveilleux sésames pour se faire coopter dans des réseaux. Plus que jamais, en effet, les universités s'organisent en **réseaux**. Il y en a de toutes les sortes, des petits et des grands, à l'échelle mondiale ou relativement locale ; il y en a de plus ou moins officiels et de plus ou moins officieux. Des universités qui pensent faire partie de l'élite se regroupent dans le but de favoriser entre elles les coopérations de toutes sortes. On est bien ici dans un phénomène de club, où l'on entre par cooptation.

Tout ceci va évidemment de pair avec la **marchandisation** grandissante du savoir. Comme on peut s'en persuader tous les jours, la recherche, mais aussi l'enseignement, sont des biens qui se négocient, s'échangent et se monnayent. Il n'est pas besoin d'insister longuement ici. Un nombre croissant d'étudiants choisissent désormais leur université de second ou de troisième cycle un peu comme un gastronome repère les restaurants étoilés, et le personnel académique et scientifique a une tendance à se comporter comme les joueurs de football en période de *mercato*. Le phénomène est bien sûr encore timide à l'échelle mondiale, mais on perçoit déjà plus qu'un frémissement. L'avenir nous dira si le contenu de l'enseignement lui-même, via des plates-formes de diffusion électronique, ne deviendra pas lui-même un bien de consommation commercialisable.

Il tombe sous le sens que la place d'une université dans les *rankings* et son appartenance éventuelle à un réseau un tant soit peu recherché ont une incidence directe sur sa valeur marchande. Un recteur ou un président d'université peut dire tout le mal qu'il pense des *rankings* — c'est naturellement plus fréquent quand on n'occupe pas le haut du tableau —, il serait suicidaire de ne pas s'en préoccuper du tout. Qu'on le veuille ou non, les *rankings* et les accréditations affectent déjà la vie des universités. Les collaborations qu'on peut nouer avec d'autres universités, les étudiants qu'on peut espérer échanger entre institutions sont déjà en partie conditionnés par la place occupée dans les classements internationaux.

En forçant un peu le trait, mais à peine, on pourrait dire que les universités se vivent de plus en plus comme des sociétés commerciales ayant des clients (les étudiants), des produits à vendre (les cours et les résultats de la recherche), et des concepteurs-vendeurs de produits (les

chercheurs et les professeurs). Dans un marché libéralisé où joue la loi de l'offre et de la demande, les produits les plus valorisés peuvent faire l'objet d'une hausse de prix (voyez les droits d'inscription demandés dans les écoles de commerce ou dans certaines universités outre-Atlantique) ; pour avoir les meilleurs produits, il faut s'assurer les meilleurs concepteurs-vendeurs.

Une des conséquences observables pour les universités de taille et d'importance moyennes est l'apparition de symptômes de nature véritablement schizophrénique puisqu'elles doivent faire face d'une part, à une pression forte des gouvernements à diplômer en masse, d'autre part, à la pression des *rankings* et des projets de recherche internationaux qui poussent à privilégier l'excellence, ce qui va évidemment dans le sens opposé.

3.2.2. *La recherche des moyens*

Pour attirer les étudiants, maintenir un niveau de recherche de qualité et offrir des infrastructures convenables, il faut disposer de **moyens** considérables. D'où peuvent-ils provenir ? Ce n'est pas le lieu ici de détailler ce point, mais il tombe sous le sens que les universités, devant la carence des États à refinancer de manière significative l'enseignement supérieur, sont forcées de se tourner vers des sources de financement extérieures, ce qui ne va pas sans poser de redoutables questions sur l'autonomie de la recherche, dès lors qu'elle est en partie commanditée, et sur les droits des chercheurs de diffuser les résultats de leur recherche, ou encore en matière d'enseignement, sur le manque de perspective à long terme et sur la définition et l'indépendance des programmes de cours quand on se tourne vers des chaires sponsorisées.

3.3. *Quelques réflexions sur les trois points précédents*

Les conséquences observables de la marchandisation de l'université entraînent encore un certain nombre de réflexions qu'il serait intéressant de détailler si l'on en avait le temps, comme par exemple la tendance très marquée aujourd'hui notamment en recherche, mais aussi en enseignement, à user d'une langue unique. L'adoption d'une langue commune — par exemple, l'anglais — comme *lingua franca* moderne présente des avantages réels si l'on se place exclusivement dans la perspective des besoins basiques de communication. Mais la richesse de l'humanité — et en cela les sciences humaines se démarquent des sciences exactes — passe aussi par le multilinguisme. Pour les nostalgiques d'une hypothétique unité primitive aujourd'hui perdue, Babel fut une malédiction. Il faut au contraire y voir une chance : une pluralité de langues pour mieux connaître sa propre langue, ce qui va de pair avec le développement d'un esprit de finesse, une pluralité de langues pour apprendre à penser l'Autre en épousant un point de vue autre, original, une pluralité de langues enfin pour contrer la pensée unique, tant il est vrai que l'histoire a trop souvent montré que les gouvernements autoritaires ont eu la préoccupation d'éliminer les langues secondaires et les dialectes.

4. Qu'est-ce qu'une université ?

4.1. *Définition*

Dès lors, la question cruciale qui se pose à nous est la **définition** même de ce qui fait une **université**. La réflexion doit nécessairement s'articuler de manière différente suivant que l'on envisage une université en particulier, l'université en tant que système dans un pays en particulier (on pourrait parler de l'université française, allemande, chinoise ou brésilienne), ou enfin l'université de manière générale, avec une majuscule, l'université comme idéal dans une société humaniste.

L'université contemporaine me semble se trouver à la croisée des chemins. Certes le terme recouvre aujourd'hui beaucoup de choses, et on n'a que trop tendance à baptiser universités des établissements qui n'ont rien en commun avec l'esprit universitaire. Il faut donc croire que l'appellation conserve malgré tout encore quelque chose de son prestige ancien, ce qui est plutôt rassurant.

L'université se trouve confrontée à un choix douloureux : devenir un établissement technique supérieur, produisant des experts destinés à des métiers prédéfinis, ou intégrer dans les formations qu'elle dispense et les recherches qu'elle mène une vision transversale, de caractère forcément général, qui amène à réfléchir sur le sens même des pratiques scientifiques et professionnelles dont la société a évidemment grand besoin.

Pour le dire un peu brutalement, l'université peut-elle se contenter de former des techniciens pointus qui resteraient de parfaits ignares en dehors du domaine étroit de leur discipline ? Dans le fond, cela revient à se demander si la société a besoin de gens qui réfléchissent d'une manière générale, ou si l'on préfère, si le politique, à qui il revient de tracer le cap, voit la nécessité de former des gens capables de réfléchir d'une manière générale avec un esprit critique. Dans certains pays, la réponse est clairement non ; dans beaucoup d'autres, ce n'est pas ou plus ressenti comme une priorité, parfois même dans le chef des autorités universitaires, désormais obnubilées par les questions dont je parlais il y a un instant.

4.2. Le rôle des sciences humaines

Dans l'université vue comme un idéal, les sciences humaines ont un rôle central à jouer. Et pourtant, on s'en méfie, ou bien, si on les accepte, on les instrumentalise.

4.2.1. Méfiance et instrumentalisation

On s'en **méfie** tout d'abord parce qu'on les juge comme non rentables, en tout cas comme non directement rentables. Ensuite, on les trouve parfois gênantes. Il existe sans doute une méfiance du politique vis-à-vis d'intellectuels qui peuvent apparaître comme des empêcheurs de gouverner en rond. Pourtant l'université – du moins quand elle est saine – devrait être un lieu naturel de libre-pensée, ce qui ne veut pas dire un nid de révolutionnaires. Au cours de l'histoire, le pouvoir politique a régulièrement cherché à contrôler les universités, en particulier dans les secteurs où l'on agite les idées, c'est-à-dire les sciences humaines.

J'ai déjà parlé de la difficulté des universités à trouver de nouvelles sources de financement. Cela touche tous les domaines du savoir, pas que les sciences humaines. Les sciences exactes peinent à trouver les financements suffisants pour soutenir la recherche fondamentale, parce qu'elle est par définition en dehors de toute perspective claire de rentabilité immédiate. Ces difficultés frappent aussi les sciences humaines, mais de manière aggravée : leur survie passerait, en effet, aux yeux de certains par une **instrumentalisation**, une subordination au service de sciences jugées plus directement rentables. On pourrait ainsi prendre l'exemple de la philosophie : tout le monde admettra facilement qu'il faut un éclairage philosophique sur les matières touchant à l'éthique (par exemple, dans les sciences du vivant), ou touchant au droit et à la politique, mais cela ne signifie pas automatiquement que les mêmes personnes verront l'utilité de soutenir des recherches sur Kant ou la phénoménologie. Autre exemple : il ne faut pas argumenter longtemps pour convaincre de l'utilité de connaître les langues au-delà d'un usage tout à fait basique, mais cela va-t-il jusqu'à reconnaître le bien-fondé de mener des recherches sur les littératures du Moyen-Âge ou sur les inscriptions en vieux-norrois ? C'est sans doute ce qui explique le succès important des filières de traduction et interprétation au détriment des études de philologie et de littérature. Bref, on souhaiterait que les sciences humaines se cantonnent à des questions d'actualité contemporaine, immédiate, plutôt que de prendre en compte une large perspective

diachronique. Conduite jusqu'à des extrémités comme ce que j'évoquais en première partie de mon exposé, ce genre d'attitude peut mener les gouvernements à envisager des réformes aveugles en privilégiant le directement utile ; ce qu'on pense être un avantage immédiat, mais incertain, l'emporte désormais sur un bénéfice assuré à moyen ou à long terme.

4.2.2. Hiérarchisation de fait des savoirs

Ce type de comportement débouche inévitablement sur une **hiérarchisation** de fait des savoirs. Plusieurs signes montrent tous les jours que l'université est travaillée par deux cultures entre lesquelles il devient parfois très difficile de jeter des passerelles. D'un côté, je vois assez bien les sciences exactes dont l'objet premier est de résoudre des problèmes, d'inventer des procédés : la conception d'un nouveau type de combustion, la découverte d'un vaccin ou d'un polymère en sont des illustrations. De l'autre côté, se trouvent les sciences dont l'objet est d'abord la recherche du sens : les faits du passé, par exemple, ne signifient rien en eux-mêmes ; c'est le travail de l'historien qui permet de faire voir du sens. Pour le dire autrement, il n'y a pas, par essence, de fait historique. Il en va de même d'un tableau ou d'un texte. Le propre du critique d'art, du commentateur littéraire est précisément de donner un sens à ce qui, d'un point de vue technique, n'est qu'un agrégat de pigments ou de mots. À vrai dire, les sciences humaines ne s'attachent pas prioritairement à la résolution de problèmes. Ceux-ci, parce qu'il y en a aussi dans ce que nous faisons, ne sont jamais que des étapes qu'il faut franchir pour arriver à la constitution du sens. Une équipe médicale qui met au point un nouveau vaccin a résolu un problème ; elle n'a pas créé du sens. Ce n'est d'ailleurs pas cela qu'on lui demande. Ces deux axes de la recherche, sciences tournées vers la résolution de problèmes et sciences tournées vers la recherche du sens, ne s'opposent évidemment pas. Il s'agit de deux pôles entre lesquels il y a place pour un continuum, voire pour des échanges fructueux.

Il reste que pour nombre de scientifiques, la recherche en sciences humaines n'est pas vraiment de la science. L'incompréhension vient notamment du fait que les sciences exactes imposent, de manière un peu impérialiste (reconnaissons-le), leur paradigme épistémologique, ou à tout le moins leurs pratiques de la recherche, à l'ensemble des sciences. Comme les sciences humaines s'occupent d'abord du sens, il s'ensuit inévitablement une certaine relativité des résultats. Reprenons l'exemple de l'historien. En fonction de leurs grilles de lecture, de leurs présupposés philosophiques, de leurs propres préoccupations, du tissu culturel dans lequel ils sont impliqués, les historiens n'arrangeront pas nécessairement les faits — en supposant que ceux-ci soient suffisamment établis — de la même manière, ne leur donneront pas nécessairement le même poids, ne verront pas l'enchaînement des causes et des effets de la même manière. C'est ce qui explique que l'on peut encore aujourd'hui écrire quelque chose de vraiment neuf sur la fin de la république romaine, plus de deux mille ans après les faits, en travaillant sur une documentation qui, en gros, n'évolue plus beaucoup. Est-ce que cela reste encore de la science ? Sans aucun doute, pour autant qu'il y ait traçabilité (ou falsifiabilité), c'est-à-dire à la condition que l'historien permette au lecteur, par l'identification des sources et la mise à nu de son raisonnement, de suivre le parcours qui a été le sien, en conséquence de quoi il sera possible à un autre historien de dire en quoi leurs analyses convergent et à quel point précis elles se séparent.

Une autre manière de saisir la différence entre les sciences humaines et les sciences exactes concerne la notion de **progrès**. On voit facilement ce que le progrès recouvre dans le domaine des techniques. Si l'on considère quelque chose d'aussi simple que les modes de déplacement, il est indéniable que l'on se déplace aujourd'hui beaucoup plus vite d'un point à un autre, et dans de meilleures conditions, qu'il y a cent ans, *a fortiori* qu'il a deux cents ou cinq cents ans. Le progrès en sciences humaines ne peut se mesurer par des indices matériels

aussi simples que le calcul de la vitesse. Et pourtant, il est des acquis en sciences humaines sur lesquels on ne reviendra plus, qui forment autant de nouveaux points de départ pour les recherches futures. Dans ma discipline, l'intelligence des textes pharaoniques a fait de spectaculaires bonds en avant depuis le déchiffrement des hiéroglyphes par Champollion en 1822. De ce point de vue, le progrès est indéniable. Mais ce n'est que la partie technique de la discipline. Là où la notion de progrès semble se perdre dans les sables, c'est quand on en vient à l'interprétation des données, à la construction du sens. Celui-ci, même si l'on cherche à l'étayer, à le baliser au plus près par l'examen objectif des faits — c'est la raison d'être de la partie technique — restera toujours le point de vue d'un être humain, c'est-à-dire quelque chose de subjectif, en tout cas toujours quelque chose largement conditionné par le milieu socio-culturel qui l'a produit.

4.2.3. Les sciences humaines garantes de la démocratie

Le clivage entre sciences humaines et sciences exactes recoupe assez largement celui que l'on peut faire entre les **élites intellectuelles** et les **élites techniques**, encore qu'il serait réducteur d'assimiler les élites intellectuelles au seul monde académique. Ce qui me paraît toutefois indéniable, c'est que les questions qui sont débattues par les élites intellectuelles sont précisément celles qui constituent le champ d'études privilégié des sciences humaines.

Dans nos sociétés, il ne viendrait à l'idée de personne de s'en prendre aux élites techniques, respectées pour la contribution qu'elles apportent à la production industrielle, à la richesse économique, et aussi à notre bien-être physique et à notre confort matériel. Il n'en va pas de même des élites intellectuelles dont la mission est aussi d'être dérangeantes, par les questions qu'elles posent à la société, par la position critique qu'elles prennent vis-à-vis du pouvoir, ou encore par le décryptage qu'elles font du sens — toujours le sens —, caché, dissimulé, occulté sous le flot continu de l'information dont nous sommes submergés.

Or, reconnaissons-le, nous sommes tous les jours confrontés par le truchement des médias à des propos insipides, flous, peu ou pas articulés, utilisant un langage approximatif mis au service d'un logique chancelante. Nous sommes plus que jamais soumis au règne de l'à-peu-près, que ne fait que renforcer la frénésie dans laquelle notre société est plongée de faire parler tout le monde tout le temps sur n'importe quoi. Certains se complaisent à y voir une grande manifestation démocratique alors que cela n'illustre au mieux qu'une certaine paresse intellectuelle quand ce n'est pas la manifestation rampante de préoccupations démagogiques. La communication est ainsi devenue une fin en soi, son propre aboutissement. La nature du discours, son contenu, son articulation et son argumentation sont devenus des préoccupations accessoires et secondaires.

Or, la maîtrise de la langue est la seule garantie de pouvoir exprimer une pensée complexe. On assiste aujourd'hui dans les grandes langues de communication internationales à une perte sévère et observable des possibilités d'expression. L'appauvrissement de l'expression reflète ici une pensée mal assurée. « Ce qui se conçoit bien, disait Boileau, s'énonce clairement ». Cette parole est à méditer, tous les jours. Par parenthèse, je ne souscris pas à la seconde partie de la phrase « et les mots pour le dire arrivent aisément », car il faut parfois, souvent même, polir et repolir, pour arriver à un texte intelligible ayant un peu d'élégance. Du reste Boileau le savait fort bien qui introduisait sa célèbre phrase par

Avant donc que d'écrire, apprenez à penser.

Qui sait ?, nous sommes peut-être bravement en route pour l'instauration de la novlangue, dont la simplicité, ou plutôt le simplisme, rendra à terme impossible toute pensée complexe, subtile et donc potentiellement subversive. C'est que ceux qui pensent trop bien

peuvent aussi être des empêcheurs de gouverner et de diriger en rond. Il y a donc en cette matière – et vous l’aurez compris – un puissant enjeu démocratique.

Un autre sujet sur lequel on pourrait longtemps et utilement méditer est la double illusion, savamment entretenue au demeurant, des capacités du réseau **Internet**, où prévaudraient l’exhaustivité et l’accessibilité des sources d’une part et la pluralité des opinions, d’autre part, ce qui serait une garantie démocratique. L’exhaustivité tout d’abord puisque tout serait sur Internet, ou plutôt tout sera un jour sur Internet (ce qui est après tout possible), disponible à la portée d’un clic. La rapidité des réponses est en effet devenue une exigence impitoyable dans la culture de l’immédiateté où nous sommes aujourd’hui plongés. Or, cette rapidité souhaitée, exigée par les utilisateurs ne peut qu’entraîner une focalisation extrême sur des points de détails au détriment d’une approche contextuelle large. La recherche d’une information de qualité demande pourtant du temps, ne serait-ce que par la nécessité de confronter des opinions différentes, souvent exprimées dans des langues différentes. Quant à la pluralité des opinions que reflète nécessairement le foisonnement d’Internet, elle pourrait apparaître comme une garantie de démocratie. Mais en réalité, sans formation disciplinaire adéquate, il devient impossible de retrouver son chemin entre l’excellent, le bon, le moins bon et le franchement mauvais. La prolifération des *fake news*, qui peuplent l’actualité, en constitue une très intéressante illustration.

Les sciences humaines, qui pensent autrement qu’en catégories binaires, sont éminemment bien placées pour donner les outils nécessaires à l’intelligence du monde complexe qui nous entoure.

Les domaines de la science enseignés dans nos facultés — la philosophie, l’histoire, la littérature, les langues, la communication, l’histoire de l’art — ne sont rien sans l’accès direct aux sources, ce qui est rendu possible par ce qu’on appelle parfois les sciences auxiliaires, je pense ici à la philologie, la linguistique, la critique historique, la critique textuelle, pour ne citer que quelques exemples ; ces techniques paraîtront sans doute bien austères aux yeux du profane, mais elles seules peuvent donner les clés de la compréhension. Sans elles, il ne peut y avoir de maîtrise contrôlée et vérifiable du savoir. Sans elles, nos disciplines se transformeraient très vite en baudruches vides. Ne laisser subsister que les domaines jugés immédiatement utiles et rentables est donc dépourvu de sens, car ceux-ci perdraient rapidement de leur pertinence s’ils cessaient d’être irrigués et informés par ces disciplines que l’on voudrait par ailleurs condamner. Que serait l’histoire sans la critique historique ? Comment faire de la critique historique sans s’appuyer sur la philologie et l’archivistique ? Que serait la philologie sans le secours de la paléographie, de l’épigraphie et de la grammaire historique ?

Tout cela prend du temps, il est vrai, ce qui va à l’encontre de la culture de l’immédiat dont nos sociétés se sont fait un impératif. Mais de même qu’on entend des voix s’élever contre la tyrannie du *fast food*, de même peut-on espérer voir un jour remises à l’honneur les vertus d’une science plus lente, qui se donnerait le temps de la maturation des idées.

4.2.4. *Les sciences humaines incarnation de l’esprit universitaire*

C’est ma conviction que si l’on dévalorise la place des sciences humaines dans la structure des universités, si l’on en réduit le rôle dans les formations, quelle que soit la discipline, donc aussi dans les sciences exactes, on quitte, à proprement parler, le champ de l’université, pour entrer dans celui d’une haute école technique. Les deux types de formations sont évidemment légitimes dans la société, mais il serait malhonnête de faire croire que la seconde peut, sans dommage, se substituer à la première.

5. Conclusion : Quelle université pour demain ?

L'université doit conserver ses critères d'excellence. Si ce n'est pas elle qui le fait, qui d'autre ? L'avenir nous dira si d'autres formes d'enseignement supérieur se développeront à la suite des extraordinaires progrès réalisés dans les sciences de l'information. Des sociétés privées, des géants dans la gestion des données et des réseaux sociaux, travaillent déjà à ces nouvelles modalités de la diffusion des connaissances. En dépit d'une apparence de gratuité et de service à la collectivité, ces sociétés ne le font certainement pas dans un but philanthropique et désintéressé. C'est pour cela que je reste un défenseur de l'école publique, qui est la seule à pouvoir garantir un contrôle démocratique sur l'accès à l'enseignement, sur sa pluralité philosophique, sur l'accès aux moyens de la recherche, et sur l'exploitation et la diffusion des résultats de la recherche.

Dans un monde où les repères philosophiques et moraux pâlisent, les universités jouissent encore d'un capital de confiance auprès du public. Encore faut-il pour le conserver et le renforcer qu'elles se montrent exemplaires dans leur comportement, par exemple en matière de gouvernance. Elles doivent aussi être des repères forts de liberté. Les États ont à cet égard un rôle important à jouer en rendant vie au modèle humboldtien de l'université, en leur garantissant des moyens suffisants pour leur assurer une réelle autonomie. Sans retourner vers le passé, ce qu'il ne faut jamais faire, mais sans pour autant négliger ce qu'il peut nous enseigner, ce qui serait stupide, l'université doit remettre à l'honneur les arts libéraux qui en faisaient autrefois sa spécificité, son charme et son attrait. C'est ce qu'ont d'ailleurs bien compris les universités qui caracolent en tête des *rankings* et dont on nous vante sans cesse — sans réellement le connaître — le modèle éducatif.

Face aux défis colossaux posés par l'évolution du monde contemporain, par l'extraordinaire développement des techniques qui remettent profondément en cause nos modèles sociaux, la seule réponse possible ne peut résider dans la recherche du bien-être économique, même s'il faut évidemment s'assurer d'un niveau de base, en priorité dans les pays les moins développés. Mais s'en tenir à cela ne serait au mieux qu'un cache sexe servant à masquer des réalités plus complexes, et plus essentielles. La seule réponse adéquate se trouve dans la compréhension, dans l'intelligence du monde où nous vivons, ce qui passe par la culture, une culture profonde, pas une culture de divertissement — en tout cas pas seulement —, une culture nourrie de son épaisseur historique, une culture multilingue, une culture qui se préoccupe de ses sources, qui les approfondit, pour mieux les comprendre et ainsi comprendre son présent et envisager son futur. Une culture donc pleinement informée, et qui ne peut l'être que par l'apport irremplaçable des sciences humaines.

L'ignorance de la position de l'Homme dans l'univers, de son histoire, de sa culture, toutes choses dont la connaissance un peu fine passe par l'acquisition des méthodes austères que je rappelais il y a un moment, l'ignorance donc de tout cela, le dédain, voire le mépris condescendant qu'on peut porter vis-à-vis de ceux qui s'en font les défenseurs ont toujours été les signes avant-coureurs de l'autoritarisme, de l'obscurantisme, en un mot de la décadence.

L'excuse des dirigeants qui s'engageraient dans une voie fondée sur le seul réalisme économique est marquée au mieux du sceau de l'ignorance, au pire elle serait la trace d'une volonté d'asservissement des peuples par leur abrutissement. C'est en cela que je parlais d'un enjeu démocratique majeur dans la manière de concevoir le statut et le rôle des sciences humaines dans nos sociétés.

Vous l'aurez compris, et j'en termine, il nous appartient d'être vigilants. Ne nous laissons pas faire, résistons ! Construisons un monde inventif, gai, joyeux et juste.

La Conférence mondiale s'est donnée pour objectif de proposer un agenda aux décideurs politiques, qui devrait permettre d'influer sur nos formations et sur nos enseignements dans un sens qui remette l'humain au centre des préoccupations. Elle s'en est aussi donnée les moyens en conviant ici à Liège des spécialistes venus du monde entier qui partageront pendant une semaine leurs analyses, leurs expériences dans des matières qui touchent directement à notre futur. Aussi suis-je particulièrement impatient d'assister aux débats, aux conférences et aux panels qui se dérouleront cette semaine.

Je vous remercie de votre attention, et je vous souhaite, je nous souhaite, une très agréable et fructueuse conférence.